

Amplifions la mobilisation !

Depuis plusieurs semaines la colère monte chez tous les étudiants du travail social. A Montpellier, Nîmes, Clermont, Lille, Paris... Cette colère est dû à notre incapacité de trouver des stages gratifiés, donc de poursuivre et valider notre formation.

Un gouvernement qui fait des lois et qui ne les respecte pas !

La loi de juillet 2014, sur la gratification des stages est une avancée pour les étudiants en l'augmentant de 436 euros à 564 euros même si cela reste toujours insuffisant pour 35 heures de travail par semaine quand nous sommes en stages. Par contre, la politique antisocial et de coupe budgétaire du gouvernement est largement contradictoire avec la mise en place de cette réforme. En effet, quand il annonce 50 milliards d'euros de coupe budgétaire il est claire que les structures dans lesquelles nous faisons nos stages n'auront pas la capacité de nous accueillir en nous gratifiant. De plus, l'année dernière, il avait débloqué 4,6 millions d'euros suite à la mobilisation que nous avons mené. Bien qu'insuffisant, ce budget n'a jamais fléchi et il a été utilisé pour toute autre chose que la gratification (comme aider à combler la pénurie budgétaire des structures) !

Combattre l'austérité et ce gouvernement !

Ce gouvernement fait le choix de ses politiques d'austérité qui cassent nos études, nos conditions de vie et nos futurs conditions de travail. Aujourd'hui il demande que nous fassions 50 milliards d'euros d'économie quand il offre plusieurs centaines de milliards d'euros au patronat chaque année avec les exonérations fiscales, les cadeaux offerts directement... Le gouvernement n'a jamais été aussi bas dans les sondages et des secteurs s'organisent contre sa politique. Ainsi les hospitaliers, les étudiants et nous, nous commençons à relever la tête et à nous mobiliser pour le stopper !

Pour être gratifier, pour se former et être diplômé. Il faut se mobiliser !

Le gouvernement a décidé de s'attaquer aux jeunes et aux travailleurs. Il faut donc comprendre que face à lui, il faudra établir un rapport de force important pour qu'il lâche la somme nécessaire pour nos gratifications ! Partout en France, les étudiants du travail social commencent à se mobiliser. C'est tous ensemble que nous devons frapper pour obtenir des stages diplômés et pouvoir continuer à étudier et être diplômés. Sans cela, nous serons des dizaines à être sans stages et donc dans l'incapacité de finir notre formation.

Des actions se déroulent partout en France, il est donc temps de s'organiser à l'échelle de chaque écoles mais aussi à l'échelle nationale pour pouvoir montrer que nous sommes tous ensemble pour exiger d'être gratifié.

Pour exiger :

- Un financement fléchi à hauteur de 70 millions d'euros vers chaque étudiants pour pouvoir être gratifié et donc de pouvoir effectuer notre formation dans de bonnes conditions sans que cela soit la galère chaque année.
- Une gratification à hauteur du SMIC car nous travaillons lors de nos formations et nous ne devons pas avoir à combiner formation, stage et petit boulot pour pouvoir vivre.
- La reconnaissance de nos formations à leur juste valeur : trois années d'études c'est BAC + 3.
- La mise en place d'une allocation d'autonomie pour permettre à toutes et tous de faire leur propre choix sans devoir être dépendant de ses parents ou de la galère.



Ca bouge en region parisienne:

Le 16 octobre nous étions près de 500 étudiants en travail social à manifester d'une dizaine d'écoles pour exiger le financement de nos stages!

Une AG inter-ecole s'est réunie afin de faire le point sur la situation et prévoir des suites à la mobilisation: AGs sur toutes les écoles, actions, manifestations rythmeront nos prochaines semaines!

Des professionnels du social et de la santé et des intermittents étaient présents: cela augure de probables convergences dans l'action comme dans les revendications !

Coordonner la mobilisation: réussir la coordination nationale

Les différences d'organisation de la formation selon nos écoles influent sur nos rythmes de mobilisation. Pourtant, partout en France des explosions de colère ont lieu. Afin de passer un cap dans notre mobilisation, de renforcer le rapport de force et de décider ensemble des suites nous devons nous coordonner

L'AG inter-ecole de la région parisienne appelle à une coordination nationale le week-end des 1 et 2 novembre. C'est l'occasion pour toutes les écoles de discuter de la situation que nous connaissons, d'organiser la lutte et d'envoyer des représentants.

Dans les hôpitaux :

La politique d'austérité du gouvernement touche durement les salariés des groupes hospitaliers : non remplacement des départs, heures supplémentaires non payées, locaux dégradés, etc. Face à cette situation, les personnels ne restent pas pétrifiés. Ils organisent des actions, des manifestations et font entendre leur voix à la société. Depuis plus d'un an les sages-femmes se battent pour améliorer leurs conditions de travail et la reconnaissance de leur profession. Les hospitaliers étaient plusieurs centaines à être à la manifestation du 16 octobre. Leur lutte continue afin d'obtenir davantage de moyens et de refuser la fermeture de services entiers. Nous devons être solidaire de leur lutte qui est proche de la nôtre tant par les mots d'ordres que par les actions et l'adversaire !

Dans les universités:

L'austérité décidée par le gouvernement sévit aussi dans les universités. Ce sont des filières qui sont supprimées, des étudiants qui sont refusés à la fac ou dans leur TD, la sélection qui s'installe progressivement. Face à cette situation, des étudiants de Toulouse et de Clermont-Ferrand ont décidé de relever la tête et de dire « non » ! Ils sont descendus dans la rue à 900 étudiants, et à plusieurs centaines à Toulouse au début du semestre.

Qui sommes-nous ?

Étudiant-e-s en travail social, nous suivons des formations d'ES, d'AS, de ME... dans plusieurs écoles partout en France. Nous voulons changer cette société qui n'offre que misère et injustice. Nous pensons que la solution ne pourra venir que de l'intervention de professionnels dans le social mais bien d'un changement radical de la société. Les exploités et les opprimés doivent s'approprier le contrôle de l'économie et de la politique. Si nous voulons renverser ce système, c'est que nous en avons assez de la misère, de l'exploitation, du racisme, du sexisme ou de l'homophobie. Nous souhaitons construire une société sans classe et sans oppressions. Pour cela nous pensons que la solution ne viendra pas de politiciens professionnels mais de l'action des jeunes et des travailleurs unis pour renverser le capitalisme. C'est pour cela que nous militons au Nouveau Parti Anticapitaliste, un parti pour la révolution, qui construit les luttes, combat les oppressions et cherche à unifier notre camp social pour permettre à toutes et tous de prendre part au changement de la société.